<p>RESOLUTION N° AGN/61/RES/2</p> <p><u>OBJET</u> :</p> <p>Amendement au Règlement financier</p>	<p>CLASSEMENT DE CETTE RESOLUTION :</p> <p>1 exemplaire dans le CLASSEMENT CHRONOLOGIQUE à l'année 1992</p> <p>1 exemplaire dans le CLASSEMENT MATIERE</p> <p>dans la rubrique : Textes de base et administration interne de l'O.I.P.C.-Interpol</p> <p>à la sous-rubrique : Finances et Règlement financier</p>
--	--

TEXTE DE LA RESOLUTION

L'Assemblée générale de l'O.I.P.C-Interpol, réunie en sa 61^{ème} session, à Dakar, du 4 au 10 novembre 1992,

AYANT EXAMINE le rapport N° 10 intitulé « Amendement au Règlement financier »,

AYANT PRIS ACTE de l'avis du Comité « ad hoc » réuni en application de l'article 56 du Règlement général,

CONSIDERANT qu'un certain nombre de Membres ont à l'égard de l'Organisation des dettes très importantes résultant du non-paiement de leurs contributions statutaires annuelles pendant de longues périodes,

CONVAINCUE que ces Membres sont dans l'incapacité de payer dans un délai raisonnable les dettes contributives ainsi accumulées,

CONSTATANT que l'article 52 du Règlement général a été appliqué à l'égard de ces Membres, les privant ainsi du droit de vote et des services qu'ils sont normalement en droit d'attendre de l'Organisation,

SOUHAITANT que ces Membres puissent recouvrer l'intégralité de leurs droits au sein de l'Organisation,

ESTIMANT que l'annulation des dettes antérieures à 1988 et l'instauration d'un régime de rééchelonnement des dettes sont des mesures propres à atteindre ce but,

ESTIMANT, en outre, qu'à l'avenir le régime de rééchelonnement des dettes doit être appliqué avant que le Membre concerné accumule un montant trop élevé d'arriérés,

CONSIDERANT que l'application des mesures prévues à l'alinéa 1 de l'article 52 du Règlement général doit être suspendue pendant la période de paiement de la dette rééchelonnée si le Membre concerné respecte l'accord de rééchelonnement et paie sans retard les contributions statutaires appelées auprès de lui pendant ladite période,

.../...

RESOLUTION N° AGN/61/RES/2

CONSIDERANT, néanmoins, que la remise des dettes antérieures à 1988 et le bénéfice du rééchelonnement des dettes doivent être annulés dès lors que le Membre concerné ne respecte pas l'accord de rééchelonnement ou ne paie pas sans retard les contributions statutaires appelées auprès de lui,

CONSIDERANT, en outre, que tant dans cette hypothèse que dans le cas où un Membre ne souhaite pas bénéficier d'un accord de rééchelonnement, l'application de l'ensemble des mesures prévues à l'alinéa 1 de l'article 52 du Règlement général doit être obligatoire à son égard,

DECIDE d'insérer dans le Règlement financier les articles 3 bis et 30 dont le texte figure en annexe à la présente résolution ;

DECIDE EN OUTRE que cet amendement au Règlement financier entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

RESOLUTION N° AGN/61/RES/2

Article 3 bis

1. Lorsqu'au titre de ses contributions statutaires annuelles, un Membre doit à l'Organisation un montant égal ou supérieur aux contributions appelées auprès de lui pour les trois exercices budgétaires précédant l'exercice en cours, cette dette peut faire l'objet d'un rééchelonnement conformément aux dispositions du présent article.
2. Un Membre ne peut bénéficier d'un rééchelonnement de dette qu'à sa demande.
3. Les termes de l'accord de rééchelonnement sont négociés entre le Secrétaire Général et le Membre concerné. L'accord n'est signé par le Secrétaire Général qu'après approbation du Comité exécutif.
4. La dette est rééchelonnée sur une période qui ne peut être supérieure à dix ans.
5. Pendant la période de paiement de la dette rééchelonnée, le Membre concerné doit également s'acquitter, dans le respect de l'article 15, alinéa 1 du présent Règlement, des contributions statutaires appelées au cours de cette période.
6. Tant que le Membre remplit ses obligations résultant de l'accord de rééchelonnement et s'acquitte sans retard des contributions statutaires appelées auprès de lui au cours de la période de paiement de la dette rééchelonnée, l'application des mesures prévues à l'alinéa 1 de l'article 52 du Règlement général est suspendue à son égard.
7. Dans les cas où le Membre ne respecte pas ses obligations résultant de l'accord de rééchelonnement ou de l'alinéa 5 ci-dessus, le Secrétaire Général, sur décision du Comité exécutif, lui notifie la résiliation de l'accord de rééchelonnement. Dans cette hypothèse, et quel que soit le solde de la dette du Membre concerné, le Comité exécutif lui applique obligatoirement l'ensemble des mesures prévues à l'alinéa 1 de l'article 52 du Règlement général jusqu'à ce que le Membre s'acquitte de l'intégralité de ses obligations financières envers l'Organisation.
8. Dans le cas où un Membre ne demande pas le rééchelonnement de sa dette alors qu'il peut en bénéficier conformément à l'alinéa 1 ci-dessus, le Comité exécutif lui applique obligatoirement l'ensemble des mesures prévues à l'alinéa 1 de l'article 52 du Règlement général jusqu'à ce que le Membre s'acquitte de l'intégralité de ses obligations financières envers l'Organisation ou conclue un accord de rééchelonnement avec celle-ci.

Article 30

Les dettes des Membres afférentes aux exercices budgétaires antérieurs à l'exercice 1988 sont annulées, à condition que le Membre concerné conclue avec l'Organisation un accord de rééchelonnement de sa dette conformément à l'article 3 bis du présent Règlement. Toutefois, le Membre redevient débiteur de la dette annulée dès lors qu'il ne respecte pas ses obligations résultant de l'accord de rééchelonnement ou ne s'acquitte pas sans retard des contributions appelées auprès de lui au cours de la période de paiement de la dette rééchelonnée.